
Les logiques d'action et de gestion des Aires protégées au Cameroun : analyse d'une politique publique comparée des parcs de Waza et de la Mefou

Yves-Patrick Mbangue Nkomba*¹

¹Université de Yaoundé II Soa (FSJP) – Cameroun

Résumé

Après la République Démocratique du Congo, le Cameroun est le pays de la sous région d'Afrique Centrale qui dispose de la biodiversité la plus élevée et qui renferme le plus grand nombre d'espèce endémique (végétale et animale). La considération de ce potentiel, au lendemain de la conférence de Rio, conduit le gouvernement à adopter une nouvelle politique. Celle-ci va s'appuyer sur les principes fondamentaux de protection et de gestion durable de l'environnement, impliquant de nouveaux acteurs (acteurs privés, société civile) en prenant compte des aspirations de la communauté internationale pour la gestion durable de l'environnement. Comprendre les logiques de gestion partirait de la lecture de la mise en sens normative du secteur de la protection de la nature. Mais au-delà, il serait intéressant de faire la lecture à partir du programme Sectoriel Forêt-Environnement (PSFE) qui est d'abord et avant tout perçue comme un programme composé d'objectif, de valeurs et de pratiques autour de la conservation de la nature au Cameroun ; il est également un outil nous permettant de dégager les logiques d'actions constructives d'une telle politique. Cette contribution se propose d'observer le mécanisme de construction de l'action publique de la conservation de la nature à travers les cadres de construction d'une politique publique de gestion de l'environnement. A cet effet, observer les logiques d'actions c'est comprendre le PSFE comme un territoire politico-administratif, mieux un espace discuté d'acteurs nous permettant de lire ou de questionner le sens "politique" des actions à différents niveaux, de différents acteurs structurés autour de la trame d'une vision dite " vision biologique " et dont l'objectif serait de préserver à 90% la diversité biologique dans les aires protégées. Dans le même temps l'observation de l'enchevêtrement de l'action publique de conservation de la nature, en fonction de particularités liées aux enjeux financiers des partenaires externes, nous permettra de rendre compte d'une esquisse descriptive des politiques publiques extravertie, en matière de conservation de la nature au Cameroun.

*Intervenant